LARGO

Société anonyme à conseil d'administration au capital de 71.005,96 euros

4, rue Jean Mermoz - 44980 Sainte-Luce-sur-Loire

821 173 572 RCS NANTES

(la "**Société**")

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2022

TABLE DES MATIERES

RAPPORT D'ACTIVITE 3

1. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2022 3

- Largo automatise le processus de reconditionnement de ses Smartphones, une démarche inédite sur le marché français 3
- Largo lance une nouvelle offre pour accompagner les assureurs affinitaires dans la gestion de leurs sinistres mobiles 3
- Largo franchit le cap des 10 000 appareils reconditionnés vendus auprès des opérateurs 3
- Largo accélère dans la mise en œuvre de sa stratégie RSE 3
- Nomination de Patrick Richard en qualité d'administrateur indépendant 3
- LARGO signe un contrat avec Conforama pour la distribution de ses Smartphones reconditionnés 4
- Partenaire de Doctolib sur les produits high tech reconditionnés 4

2. EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LE 1er JUILLET 2022 4

- Largo affirme ses engagements RSE par la signature d'un double partenariat associatif avec Sea Shepherd et Toit à Moi 4

3. ACTIVITE ET COMPTES DE LA SOCIETE 4

- Activité de la Société sur le premier semestre 2022 et analyse du compte de résultat 4
- Analyse du bilan 5

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2022 7

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES 8

RAPPORT D'ACTIVITE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Conseil d'Administration, conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires à l'effet de vous rendre compte de la situation et de l'activité de la Société et des résultats de notre gestion, au cours du semestre clos le 30 juin 2022 et soumettre à votre approbation les comptes de cet exercice.

1. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS AU COURS DU PREMIER SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2022

- ***Largo automatise le processus de reconditionnement de ses Smartphones, une démarche inédite sur le marché français***

Des machines et procédés sans équivalent, développés sur mesure, ont été mis en place afin d'accompagner la croissance de l'entreprise nantaise et d'assurer un niveau de qualité irréprochable et identique pour l'ensemble des appareils reconditionnés.

- ***Largo lance une nouvelle offre pour accompagner les assureurs affinitaires dans la gestion de leurs sinistres mobiles***

Norbert Alix-Buguet, fort d'une expérience de 20 ans dans le domaine de l'assurance, notamment chez April Entreprise et The Phone House, est chargé de développer ce nouveau segment stratégique. Un premier partenariat a déjà été mis en place avec la Société Française de Garantie. Largo se place en partenaire des acteurs de l'assurance affinitaire pour la gestion des sinistres 4.0.

- ***Largo franchit le cap des 10 000 appareils reconditionnés vendus auprès des opérateurs***

La Société annonce avoir vendu plus de 10 000 appareils reconditionnés auprès des opérateurs télécoms, soit un chiffre d'affaires de plus de 2,6 M€, moins d'un an après le lancement de son offre.
En effet, l'offre à destination des opérateurs télécoms a permis à la Société de réaliser un chiffre d'affaires de 2,6 millions d'euros, dont plus de 50 % provient du Groupe Digicel, l'un des principaux leaders télécoms de la Caraïbe. Ce canal de ventes vient compléter l'offre de Largo, qui est également composée des quatre business unit suivantes : Grande distribution, Places de marché et site internet Largo, B2B et Assurance.

- ***Largo accélère dans la mise en œuvre de sa stratégie RSE***

Au cours des derniers mois, Largo a avancé sur plusieurs sujets de Responsabilité Sociale et Environnementale, portés par sa Direction et pilotés par sa responsable RSE arrivée en fin d'année dernière.

- ***Nomination de Patrick Richard en qualité d'administrateur indépendant***

Le Conseil d'Administration de Largo se félicite d'accueillir Patrick Richard en tant qu'administrateur indépendant. Il participera à la bonne gouvernance de la Société et aura un rôle consultatif sur les travaux du Conseil.

- ***LARGO signe un contrat avec Conforama pour la distribution de ses Smartphones reconditionnés***

La Société a signé un partenariat avec Conforama, distributeur multi-spécialiste et acteur majeur de l'équipement, pour la commercialisation de ses Smartphones reconditionnés. Conforama a choisi de distribuer les Smartphones reconditionnés de la Société dans ses 175 enseignes de l'hexagone, ainsi que sur son site Internet conforama.fr qui a compté 185 millions de visiteurs en 2021.

- ***Partenaire de Doctolib sur les produits high tech reconditionnés***

Depuis le mois de février 2022, les collaborateurs de Doctolib sont équipés d'appareils (téléphones et tablettes) reconditionnés par la Société dans son atelier de Sainte-Luce-sur-Loire (44).

2. EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LE 1er JUILLET 2022

- ***Largo affirme ses engagements RSE par la signature d'un double partenariat associatif avec Sea Shepherd et Toit à Moi***

La Société a signé deux conventions associatives, Sea Shepherd France et Toit à moi, et confirme une politique de responsabilité sociale et écologique engagée et de premier plan.

- ***Largo double sa capacité de production, crée 75 % de postes de travail supplémentaires et élargit sa gamme de produits reconditionnés***

La Société a doublé la capacité de production de son usine située à côté de Nantes. Grâce à l'agrandissement de son usine et à d'importants recrutements, la Société passe ainsi d'une capacité de 13 000 produits reconditionnés par mois à fin 2021 à 25 000 d'ici fin 2022.

3. ACTIVITE ET COMPTES DE LA SOCIETE

- ***Activité de la Société sur le premier semestre 2022 et analyse du compte de résultat***

Le total de l'actif et du passif du semestre écoulé s'élève à 17.986.535 euros contre 19.167.405 euros au 30 juin 2021.

Le montant des capitaux propres du semestre écoulé s'élève à 10.839.809 euros contre 15.907.531 euros au 30 juin 2021.

Le chiffre d'affaires de la Société, au 30 juin 2022, s'inscrit, en hausse de 3.066.725 euros pour s'élever à 9.283.387 euros, contre 6.216.662 euros au 30 juin 2021.

Les produits d'exploitation s'élèvent à un total de 9.370.960 euros au 30 juin 2022 contre 6.269.760 euros au 30 juin 2021. Au titre du premier semestre 2022, la quote-part des subventions d'exploitation s'élevant à 38.373 euros contre 18.775 euros au titre du premier semestre 2021, ainsi que les reprises

sur amortissement provisions et transferts de charges s'élevant à 28.940 euros au 30 juin 2022 contre 24.822 euros au titre du premier semestre 2021.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 11.969.956 euros au 30 juin 2022 contre 8.182.006 euros au 30 juin 2021, incluant notamment les autres achats et charges externes s'élevant à 1.731.811 euros au 30 juin 2022 contre 1.127.015 euros au titre du premier semestre 2021.

Les salaires, traitements et charges sociales s'élèvent à un montant de 1.742.237 euros au 30 juin 2022 contre 1.177.314 euros au titre du premier semestre 2021.

Le résultat d'exploitation au 30 juin 2022 est déficitaire et s'élève à (2.598.996) euros contre un résultat déficitaire de (1.912.246) euros au 30 juin 2021.

Le résultat financier du semestre est déficitaire et s'élève à (219.672) euros au 30 juin 2022 contre un résultat déficitaire de (226.117) euros au 30 juin 2021.

Le résultat courant avant impôts du semestre écoulé est déficitaire et s'élève à (2.818.668) euros contre un résultat déficitaire de (2.138.362) euros au 30 juin 2021.

Le résultat exceptionnel du semestre écoulé est bénéficiaire et s'élève à 151 euros contre un résultat déficitaire de (79.880) euros au 30 juin 2021.

Le résultat net du semestre écoulé est déficitaire et s'élève à (2.818.517) euros contre un résultat déficitaire de (2.218.242) euros au 30 juin 2021.

- ***Analyse du bilan***

L'examen du bilan appelle les constatations suivantes :

  - ***À l'actif***

L'actif immobilisé s'élève en valeur nette 1.194.563 euros au 30 juin 2022 contre 672.601 euros au 30 juin 2021.

L'actif circulant représente une valeur nette de 16.791.971 euros au 30 juin 2022 contre 18.494.804 euros au 30 juin 2021.

  - ***Au passif***

Au cours du semestre écoulé, les capitaux propres qui incluent le résultat du semestre totalisent 10.839.809 euros au 30 juin 2022 contre 15.907.531 euros 30 juin 2021.

Les provisions pour risques et charges ressortent à 156.188 euros au cours du semestre écoulé.

Les dettes, toutes échéances confondues, figurent pour un montant de 6.974.364 euros au 30 juin 2022 contre 3.232.148 euros au 30 juin 2021 et comprennent notamment :

Emprunts et dettes auprès des établissement de crédits : emprunts et découverts		4.451.588€
Emprunts et dettes financières diverses (divers et associés)		106.250€
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		837.953€
Dettes fiscales et sociales	Personnel	209.791€
	Organismes sociaux	195.304€
	Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	462.386€
	Autres impôts, taxes et assimilés	410.100€
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		48.669€
Autres dettes		252.325€
TOTAL		**6.974.364€**

COMPTES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2022

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Sarl d'expertise comptable

11 boulevard Ampere
44470 CARQUEFOU
www.ndgnantes.fdefi.com

LARGO

4 RUE JEAN MERMOZ
44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

COMPTES SEMESTRIELS

ARRÊTÉ AU 30/06/2022

Sommaire

Bilan 2
ACTIF 2
Actif immobilisé 2
Actif circulant 2
PASSIF 3
Capitaux Propres 3
Provisions pour risques et charges 3
Emprunts et dettes 3
Compte de résultat 5
Annexe aux comptes annuels 8
1- SOCIETE 8
2 - PREAMBULE 8
3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES 8
4 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE 12
5 - EVENEMENTS POSTERIEURS AUX COMPTES SEMESTRIELS 12
6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF 13
7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF 16
8 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT 19
9 - ENGAGEMENTS HORS BILAN 23

LARGO

Bilan

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	du 01/01/2022 au 30/06/2022 (6 mois)			du 01/01/2021 au 30/06/2021 (6 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	545 709	357 438	188 271	215 518	- 27 247
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	36 760		36 760	17 886	18 874
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	320 210	18 644	301 566	10 858	290 708
Autres immobilisations corporelles	804 619	341 167	463 452	400 734	62 718
Immobilisations en cours	32 726		32 726		32 726
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	2 000		2 000	2 000	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	169 789		169 789	25 605	144 184
TOTAL (I)	**1 911 812**	**717 249**	**1 194 563**	**672 601**	**521 962**
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	500 938		500 938	499 115	1 823
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	5 177 048	846 141	4 330 907	2 020 135	2 310 772
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	3 885		3 885	4 072	- 187
Clients et comptes rattachés	2 260 187	117 314	2 142 874	956 181	1 186 693
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	129 460		129 460	42 188	87 272
. Personnel	16 181		16 181		16 181
. Organismes sociaux	2 366		2 366		2 366
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	311 932		311 932	55 872	256 060
. Autres	376 186		376 186	545 953	- 169 767
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	143 509	18 633	124 876	80 303	44 573
Disponibilités	8 125 195		8 125 195	13 820 187	-5 694 992
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	727 171		727 171	470 798	256 373
TOTAL (II)	**17 774 059**	**982 088**	**16 791 971**	**18 494 804**	**-1 702 833**
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	**19 685 871**	**1 699 337**	**17 986 535**	**19 167 405**	**-1 180 870**

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	du 01/01/2022 au 30/06/2022 (6 mois)	du 01/01/2021 au 30/06/2021 (6 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 71 006)	71 006	71 006	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	21 310 559	21 321 778	- 11 219
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	2 364	2 364	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	69 473	69 473	
Report à nouveau	-7 795 076	-3 338 848	-4 456 228
Résultat de l'exercice	-2 818 517	-2 218 242	- 600 275
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	**10 839 809**	**15 907 531**	**-5 067 722**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	156 188	24 945	131 243
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	**156 188**	**24 945**	**131 243**
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	4 451 588	1 894 889	2 556 699
. Découverts, concours bancaires		14 124	- 14 124
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	106 250	106 250	
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	837 953	612 583	225 370
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	209 791	135 964	73 827
. Organismes sociaux	195 304	126 421	68 883
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	462 386	61 000	401 386
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	410 100	53 550	356 550
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	48 669		48 669
Autres dettes	252 325	227 367	24 958
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	**6 974 364**	**3 232 148**	**3 742 216**
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)	16 174	2 781	13 393
TOTAL PASSIF (I à V)	**17 986 535**	**19 167 405**	**-1 180 870**

LARGO

Compte de résultat

Compte de résultat

Présenté en Euros

	du 01/01/2022 au 30/06/2022 (6 mois)			du 01/01/2021 au 30/06/2021 (6 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises	6 484 528	2 742 748	9 227 276	6 206 706	3 020 570	48,67
Production vendue biens						
Production vendue services	56 046	66	56 112	9 956	46 156	463,60
Chiffres d'affaires Nets	**6 540 574**	**2 742 814**	**9 283 387**	**6 216 662**	**3 066 725**	**49,33**
Production stockée						
Production immobilisée			9 627		9 627	N/S
Subventions d'exploitation			38 373	18 775	19 598	104,38
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			28 940	24 822	4 118	16,59
Autres produits			10 633	9 501	1 132	11,91
Total des produits d'exploitation (I)			**9 370 960**	**6 269 760**	**3 101 200**	**49,46**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			9 384 500	5 542 705	3 841 795	69,31
Variation de stock (marchandises)			-1 220 091	-82 778	-1 137 313	N/S
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			1 731 811	1 127 015	604 796	53,66
Impôts, taxes et versements assimilés			23 448	27 973	- 4 525	-16,18
Salaires et traitements			1 340 703	910 656	430 047	47,22
Charges sociales			401 534	266 658	134 876	50,58
Dotations aux amortissements sur immobilisations			113 878	107 880	5 998	5,56
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			146 731	266 324	- 119 593	-44,91
Dotations aux provisions pour risques et charges			29 912	8 316	21 596	259,69
Autres charges			17 529	7 255	10 274	141,61
Total des charges d'exploitation (II)			**11 969 956**	**8 182 006**	**3 787 950**	**46,30**
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			**-2 598 996**	**-1 912 246**	**- 686 750**	**35,91**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés				22	- 22	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges			10 001	32 706	- 22 705	-69,42
Différences positives de change			24 231	5 774	18 457	319,66
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				16	- 16	-100
Total des produits financiers (V)			**34 233**	**38 518**	**- 4 285**	**-11,12**
Dotations financières aux amortissements et provisions				7 537	- 7 537	-100
Intérêts et charges assimilées			220 262	249 745	- 29 483	-11,81
Différences négatives de change			21 151	7 171	13 980	194,95
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement			12 493	182	12 311	N/S
Total des charges financières (VI)			**253 905**	**264 634**	**- 10 729**	**-4,05**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**-219 672**	**-226 117**	**6 445**	**2,85**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III–IV+V-VI)			**-2 818 668**	**-2 138 362**	**- 680 306**	**31,81**

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	du 01/01/2022 au 30/06/2022 (6 mois)	du 01/01/2021 au 30/06/2021 (6 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	151	2 880	- 2 729	-94,76
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	**151**	**2 880**	**- 2 729**	**-94,76**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		82 760	- 82 760	-100
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)		**82 760**	**- 82 760**	**-100**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**151**	**-79 880**	**80 031**	**100,19**
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	**9 405 343**	**6 311 158**	**3 094 185**	**49,03**
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	**12 223 861**	**8 529 400**	**3 694 461**	**43,31**
RESULTAT NET	**-2 818 517**	**-2 218 242**	**- 600 275**	**27,06**
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

LARGO

Annexe aux comptes annuels

Annexe aux comptes annuels

1- SOCIETE

Créée en 2016, Largo est une SA dont l'objet est la vente d'équipements numériques (principalement des smartphones) reconditionnés au sein de son site industriel de Sainte-Luce-Sur-Loire.

2 - PREAMBULE

Les comptes semestriels au 30/06/2022 ont une durée de 6 mois.
Les comptes semestriels précédents au 30/06/2021 avaient une durée de 6 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 17 986 535 E.

Le résultat net comptable est une perte de 2 818 517 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes semestriels.

Le présent jeu de comptes a été arrêté par le Conseil d'Administration de Largo SA le 18/10/2022.

3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de la période (exercice) présentée ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables français prévus par les dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général ainsi que des règlements ANC n°2015-06 et 2016-07, 2018-01 et 2018-02 et en application des principes fondamentaux :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du Plan Comptable Général. Les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- Identifiables,
- Porteuses d'avantages économiques futurs,
- Contrôlées par l'entité,
- Evaluées de façon fiable.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faire des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus) ou à leur prix de production.
Les immobilisations, par nature décomposables, ont fait l'objet d'une décomposition lorsque les montants des différents composants apparaissent significatifs et/ou ont des durées d'utilisation distinctes de celle de la structure.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- Des dépenses de développement d'un logiciel ERP,
- Des dépenses engagées au titre d'un site marchand destiné à la vente directe d'équipements reconditionnés.

Les coûts engagés au titre de la phase de développement et de mise en production du site internet et du développement de l'ERP sont constitués de :

- Quote-part des salaires des personnes dédiées au développement
- Quelques prestations externalisées

Le lancement du site internet marchand est intervenu le 20 novembre 2020, date de départ de l'amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées :

- Des dépenses d'aménagement des locaux,
- Des dépenses engagées dans le cadre de la modernisation de son outil industriel, par l'acquisition de robots pour automatiser l'étape dite de testing.

Immobilisations financières

La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires.
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations financières sont constituées de :

- Dépôts de garantie
- Prise de participation au sein de la SAS LARGO BUSINESS, société constituée en octobre 2020 et ayant pour objet le développement d'une activité B-to-B (ventes d'équipements reconditionnés et prestations de services associées). L'activité est en cours d'internalisation chez LARGO.

Amortissements

Les amortissements sont comptabilisés selon les règles d'usage.

- Logiciels et licences 3 à 5 ans
- Site internet 3 ans
- Matériels et outillages 2 à 5 ans
- Agencements du magasin 5 à 10 ans
- Matériels de bureau et informatique 2 à 3 ans
- Mobiliers de bureau 5 ans

Lorsque des indices de pertes de valeurs apparaissent, une dépréciation des immobilisations est constituée, si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable. Il n'a pas été constaté d'indice de perte de valeur au 30/06/2022.

Stocks

Les stocks se composent :

- Des pièces détachées destinées aux opérations de reconditionnement,
- Des produits finis correspondant aux téléphones reconditionnés en attente d'être vendus,
- Quelques marchandises correspondant à des accessoires et des emballages.

Les stocks de pièces détachées et de marchandises sont valorisés au coût d'acquisition, selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré.
Les produits finis sont valorisés à leur coût de production, selon la méthode du prix moyen unitaire pondéré.
Le coût de production des stocks de produits finis est la somme du coût d'acquisition de l'appareil et du coût de reconditionnement unitaire forfaitaire.
Ce coût unitaire inclut les charges directement liées au reconditionnement.
Ce coût de reconditionnement est revu à chaque clôture afin de représenter fidèlement la valeur ajoutée de l'entreprise.

Dépréciation des stocks de produits finis

Une dépréciation des stocks de produits finis est comptabilisée lorsque le prix de vente potentiel d'un appareil devient inférieur à sa valeur en stocks.

Le prix de vente potentiel correspond au dernier prix de vente connu chez la société ou bien au dernier prix de marché connu.

Dépréciation des stocks de marchandises et de pièces détachées

Une dépréciation des stocks est déterminée au cas par cas si la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur nette comptable.

Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée sur les créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire est notamment appréciée au regard de son échéance théorique.
Les dépréciations sont évaluées créance par créance.
Les créances et dettes en devises hors zone euro sont converties au taux en rigueur à la clôture de l'exercice.

Affacturage

La société a recours à un prestataire d'affacturage auprès duquel elle cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Les contrats prévoient qu'il y ait subrogation entre la société et le factor. Par ailleurs, les contrats ne sont pas sans recours pour le factor et stipulent que les créances clients cédées par la société et non réglées 60 jours après leur échéance théorique seront «définancées».

La comptabilisation des opérations d'affacturage de la société suit l'approche juridique : la subrogation vaut transfert de propriété que le contrat soit ou non avec recours du factor et en conséquence déconsolidation des créances cédées et encaissées (les créances cédées et non encaissées étant inscrites en autres créances sur le factor).
En cas de définancement des créances par le factor, les créances cédées au factor ne sont plus suivies par la société d'affacturage et retournées à la société, chargé d'en assurer le recouvrement et restituer le montant du financement perçu sur ces créances au factor. Dans cette hypothèse, ces créances sont « réinscrites » au Bilan de la société en créances clients avec pour contrepartie une dette pour le factor correspondant au montant des créances initialement financées, charge au groupe d'en assurer le recouvrement.

Emprunts et dettes financières

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. La société n'a pas opté pour la méthode préférentielle d'étalement des frais d'émission sur la durée des emprunts.
L'ANC recommande de mentionner les PGE dans l'annexe dans les dettes à échéance de plus d'un an, sauf si, à la date d'établissement des comptes, il est décidé de ne pas en demander l'amortissement sur une période additionnelle (Rec. ANC du 18-5-2020).

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques sont constituées pour faire face à l'ensemble des risques et charges connus jusqu'à l'établissement définitif des comptes.

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduise par une sortie de ressources par la société.

Provision pour garantie SAV : Les appareils commercialisés par la société sont vendus avec une garantie d'un an.
Une provision pour garantie est donc constituée afin d'anticiper les coûts futurs de réparations relatifs à des appareils commercialisés sur l'exercice en cours.

Le montant de la provision est déterminé sur la base du coût de reconditionnement unitaire.

Litige Copie Privée :

La loi Lang, du 3 juillet 1985, a institué le prélèvement obligatoire de copie privée sur la vente de supports d'enregistrement (visant à l'origine les K7 et bandes, la liste s'est depuis élargie à de nouveaux supports numériques comme les lecteurs mp3, les smartphones, les tablettes multimédia …). Ce prélèvement est la contrepartie de la faculté reconnue à toute personne physique d'effectuer une copie privée d'une œuvre qu'elle a licitement acquise.

S'agissant des téléphones neufs, la taxe est prélevée directement auprès des fabricants et répercutée sur les prix de vente. Son montant est fonction de la capacité de stockage de l'équipement.

Créé par la loi Lang, l'organisme « Copie France » qui collecte et reverse aux ayants-droits cette redevance souhaite l'étendre aux produits reconditionnés. A ce titre, il a assigné plusieurs acteurs du marché du reconditionnement, dont Largo le 15 mai 2020 afin de leur réclamer le paiement d'une redevance pour copie privée sur les produits reconditionnés (smartphones, tablettes) sur la base d'unités déjà vendues calculé de manière rétroactive. Le montant de la demande, qui s'élevait initialement à 806 K€ a été revu à un montant de 1479 K€, le chiffrage ayant été étendu sur une période allant jusqu'au 30/06/2021.

La Société et son conseil juridique considèrent que cette demande est à ce jour, sans fondement juridique concernant en particulier l'application rétroactive d'une telle taxe, considérant notamment que la décision de la commission fixant le montant de cette taxe ne vise que les produits neufs.

Compte tenu de cette position, aucune provision n'a été constatée au 30 juin 2022.

Il est précisé que le SIRRMIET (Syndicat Interprofessionnel du Reconditionnement et de la Régénération des Matériels Informatiques, Électroniques et Télécoms), syndicat regroupant de nombreux acteurs de ce secteur, s'est également emparé du sujet en s'opposant publiquement à cette demande. Il la considère également sans fondement juridique, écologique et économique, à l'heure où les pouvoirs publics cherchent plutôt à favoriser le réemploi des produits électroniques.

Suite à un projet de loi voté à l'assemblée nationale le 10 juin 2021, une taxe copie privée est appliquée sur les produits reconditionnés à compter du 1er juillet 2021. En aucun cas cette taxe ne s'applique à l'antériorité.

L'action menée en justice par LARGO est toujours en cours et l'action au fond portée par le syndicat des reconditionneurs (SIRRMIET) est toujours en cours auprès du conseil d'Etat.

Chiffre d'affaires :

Les revenus de la société sont de trois natures :

- Des ventes de produits finis qui sont des équipements numériques reconditionnés (smartphones principalement et tablettes et laptops) : ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété qui intervient généralement lors de l'expédition du produit manufacturé au client ; et de manière plus marginale,
- Des ventes de marchandises (accessoires de types chargeurs, enceintes, écouteurs…) ; ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété qui intervient généralement lors de l'expédition du produit manufacturé au client,
- Des prestations de services telles que des formations ou réparations de mobiles : elles sont reconnues en chiffre d'affaires à l'issue de leur exécution où elles font l'objet d'une facturation.

Les remises de fin d'années opérées avec certaines enseignes de distribution sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.
Les contrats de vente ne contiennent pas de remises de fidélité ni de clause de retour.

Capital

Frais d'augmentation de capital : ils ont été imputés sur le montant de la prime d'émission (Méthode Préférentielle Avis CNC n° 2000-D du 21 Décembre 2000).

Disponibilités

La rubrique « **Disponibilités** » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les « Emprunts et dettes financières » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

Instruments financiers et opérations de couvertures

L'entreprise a adopté le règlement ANC n°2015-05 sur les instruments financiers à terme et les opérations de couverture.
Les principes de la comptabilité de couverture sont appliqués de façon obligatoire dès lors qu'une relation de couverture est identifiée en gestion et documentée.
Les effets des instruments financiers utilisés par LARGO pour couvrir et gérer ses risques de change sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert : la couverture de devise ayant pour principal objectif de diminuer le risque de change sur les achats de téléphones et de matériel, l'effet de la couverture impacte les achats de marchandises et le stock.
Les dépréciations ou provisions pour risques portant sur un élément couvert prennent en compte les effets de la couverture.

En cas de disparition de l'élément couvert, l'instrument de couverture est traité comme une position ouverte isolée, la couverture est dénouée et les pertes ou gains sont reconnus en résultat.

Au 30 juin 2022, LARGO ne détient aucun instrument dérivé non-qualifié de couverture (pas de position ouverte isolée).

Ainsi, l'entreprise procède :

- au reclassement des résultats de couverture avec la comptabilisation du résultat des instruments de couverture de change au même poste du compte de résultat que l'élément couvert (achats et stocks) ;
- à l'étalement sur la durée de couverture des primes d'option (comptabilisé en produit financier).

Opérations en devises

Opérations non couvertes :

- Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.
- Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Opérations couvertes : Voir paragraphe suivant

Ecart de conversion :
La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en ''Ecart de conversion''. Les pertes latentes de change, non compensées par une couverture de change, font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

4 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Sur le plan de l'activité :

- Modernisation de l'outil industriel par l'automatisation de plusieurs phases clés, une première en France sur le marché des reconditionneurs de smartphones;
- Nouvelle offre pour accompagner les assureurs affinitaires dans la gestion de leurs sinistres mobiles ;
- Signature d'un contrat avec Extenso Telecom qui va permettre à la société de continuer son développement dans la Grande Distribution ;
- Avancées sur plusieurs sujets de Responsabilité Sociale et Environnementale. De nombreux objectifs ont été atteints sur les volets sociaux et environnementaux depuis la nomination de la Responsable RSE de Largo. La feuille de route RSE s'enrichit, au-delà des quatre chantiers prioritaires définis fin d'année dernière (engagements du label LUCIE, réalisation du bilan carbone, certifications ISO 14001 et 9001 et gestion des déchets) avec notamment la mise en point d'un packaging éco-responsable, 100% recyclable.
- Lancement de l'offre de formation en ligne, intitulée Largo Academy, destinée aux distributeurs partenaires, pour former les équipes des points de distribution à la vente de produits reconditionnés par Largo.

Sur le plan organisationnel :

- Nomination de Patrick Richard, ex-directeur commercial et marketing et membre du Directoire de Recommerce Group, en qualité d'administrateur indépendant afin d'accompagner le développement de Largo.

5 - EVENEMENTS POSTERIEURS AUX COMPTES SEMESTRIELS

Sur le plan de l'activité :

- Signature d'un double partenariat associatif avec Sea Shepherd et Toit à moi, deux organisations impliquées pour un futur meilleur.
- Finalisation courant Octobre 2022 de l'extension du site industriel permettant à la société d'accroitre la capacité de reconditionnement de 13 000 produits par mois à fin 2021, à plus de 25 000 produits à fin 2022.

6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Immobilisations brutes = 1 911 812 E

Actif immobilisé	30/06/2021	Augmentation	Diminution	30/06/2022
Immobilisations incorporelles	474 007	108 461		582 468
Immobilisations corporelles	668 397	489 158		1 157 555
Immobilisations financières	27 605	146 463	2 279	171 789
TOTAL	1 170 009	744 081	2 279	1 911 812

L'augmentation des immobilisations corporelles correspond essentiellement aux frais dans le cadre de la modernisation de son outil industriel, par l'acquisition de robots pour automatiser l'étape dite de testing pour un montant de 275 212 €.

L'augmentation des immobilisations financières correspond essentiellement à la garantie de 125 000 €, versée à BPIFRANCE, dans le cadre du prêt innovation de 2 500 000 €.

Amortissements et provisions d'actif = 717 249 E

Amortissements et provisions	30/06/2021	Augmentation	Diminution	30/06/2022
Immobilisations incorporelles	240 603	116 836		357 438
Immobilisations corporelles	256 805	103 006		359 811
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	497 408	219 841		717 249

Les 116 836 € d'amortissements d'immobilisations incorporelles correspondent principalement à l'amortissement de l'ERP et au démarrage de l'amortissement du site marchand lancé devenu opérationnel en novembre 2020.

La synthèse des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

Immobilisations incorporelles	Brut	Amortissements	Dépréciation	Net
Ouverture au 01/07/2021	474 007	- 240 603		233 404
Augmentation	108 461			108 461
Dotation		- 116 835		- 116 835
Diminution				
Reprise				
Clôture au 30/06/2022	582 468	- 357 438		225 030

Immobilisations corporelles	Brut	Amortissements	Dépréciation	Net
Ouverture au 01/07/2021	668 397	- 256 805		411 592
Augmentation	489 158			489 158
Dotation		- 103 006		- 103 006
Diminution				
Reprise				
Clôture au 30/06/2022	1 157 555	- 359 811		797 744

Etat des stocks = 5 677 986 E

Etat des stocks (valeurs brutes)	30/06/2022	30/06/2021
Mobiles	5 177 048	2 375 135
Pièces détachées	286 759	255 471
Boites, accessoires et emballages	214 179	243 644
TOTAL	5 677 986	2 874 250

Etat des clients = 2 142 874 E

Le tableau ci-dessous présente le détail des créances clients de la société par nature. Les créances de la société ont toutes une échéance de moins d'un an.

Etat des clients	30/06/2022	30/06/2021
Clients douteux ou litigieux (*)	25 210	44 219
Clients	2 117 664	911 962
TOTAL	2 142 874	956 181

(*) nets de provisions

Etat des autres créances = 836 125 E

Les tableaux ci-dessous présentent le détail des créances de la société par nature. Les créances de la société ont toutes une échéance de moins d'un an.

Etat des créances	30/06/2022	30/06/2021
Fournisseurs - Acomptes versés	129 460	42 188
Etat – IS et crédits impôts		
Personnel	16 181	
Organismes sociaux	2 366	
Etat - TVA	311 932	55 872
Débiteurs divers	376 186	545 953
TOTAL	836 125	644 014

Le poste « débiteurs divers » correspond principalement

- Au fonds de garantie et de réserves du contrat d'affacturage «Eurofactor» pour un montant de 167 787 euros,
- Au compte de dépôt de garantie Black Market pour un montant de 132 916 euros,
- Un montant de 73 729 euros d'avoirs à recevoir sur des marchandises.

L'incidence du financement des créances cédées au factor s'analyse comme suit :

	30/06/2022	30/06/2021
Dépôt de garantie conservé par le factor et réserves figurant dans les autres créances	167 787	279 004
Avance de trésorerie reçue du factor sur les créances cédées	1 677 866	1 593 514
TOTAL	1 845 653	1 872 518

Il y un seul contrat d'affacturage en place. Le coût est de EURBOR 3 mois + 1,30%. Une commission d'affacturage de 0,19% est également facturée.

Au 30/06/2022, il n'a pas été constaté de définancement sur les créances cédées.

Provisions pour dépréciation = 982 088 E

Nature des provisions	30/06/2021	Augmentation	Diminution	30/06/2022
Stocks et en-cours	355 000	491 141		846 141
Créances clients	95 435	35 691	13 812	117 314
Valeurs mobilières de placement	7 537	11 096		18 633
TOTAL	457 972	537 928	13 812	982 088

Les dépréciations de stocks concernent les produits finis (smartphones et tablettes reconditionnés). Il a été constaté une certaine volatilité des prix des mobiles liée notamment aux sorties de nouvelles gammes de smartphones par les constructeurs.

Produits à recevoir par postes du bilan = 91 803 E

Produits à recevoir	Montant
Clients et comptes rattachés (FAE)	
Avoirs fournisseurs à recevoir	73 728
Autres créances	18 075
TOTAL	91 803

Trésorerie = 8 250 071 E

La trésorerie « nette » est positive de + 8 250 071 Euros, composée exclusivement de postes à l'actif.

Charges constatées d'avance = 727 171 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires (exploitation) dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.
Elles sont principalement composées de marchandises facturées mais non livrées au 30/06/2022 (567 695 Euros)

7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Capital social = 71 006 E

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	3 550 298	0.02	71 006
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	3 550 298	0.02	71 006

Tableau Variation des capitaux propres

	30/06/2021	Affectation résultat 31/12/2021	Augmentation de capital	Imputation RAN	30/06/2022
Capital social	71 006				71 006
Prime d'émission	23 551 274				23 551 274
Imput. frais / prime émission (*)	-2 229 496		-11 219		-2 240 715
Réserve légale	2 364				2 364
Autres réserves	69 473				69 473
R.A.N.	- 3 338 848	- 4 456 228			-7 795 076
Résultat 30/06/2021	-2 218 242	2 218 242			
Résultat 30/06/2022					- 2 959 673
TOTAL	15 907 531	- 2 237 986	- 11 219		10 698 653

(*) Les frais imputés sur la prime d'émission correspondent essentiellement aux frais liés à l'IPO

Actions auto-détenues

La société détient 16.967 actions propres, achetées à une valeur unitaire moyenne de 8.4582 €, soit une valeur brute totale de 124 877 € au 30/06/2022.
Compte tenu du cours de clôture d'élevant à 7.36 €, une dépréciation de 18.633 € a été comptabilisée.

Attribution d'actions gratuites

La société a mis en place deux plans d'attribution gratuite d'actions dont les principales modalités sont les suivantes :

Plan	Fidélité	Performance
Nombre total d'actions pouvant être émises	24.000	46.800
Valeur des actions retenue comme assiette de la contribution patronale spécifique	Valeur unitaire de 7.36 € (cours de bourse au 30/06/2022)	Valeur unitaire de 7.36 € (cours de bourse au 30/06/2022)
Conditions d'acquisition des actions	Présence	Performance et présence
Nombre d'actions attribuées pendant l'exercice et au cours de l'exercice précédent	20.000	32.400
Nombre d'actions attribuées cumulées depuis la date d'attribution pour chaque plan.	20.000	32.400
Informations sur les passifs éventuels	Attribution d'action nouvelles	Attribution d'action nouvelles
Montant de la charge comptabilisée au cours de l'exercice et de l'exercice précédent	Aucune	Aucune
Montant du passif enregistré au bilan	Aucun	Aucun

Provisions pour Risques = 156 188 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provision Pour Garantie SAV	24 945	34 156		59 101
Provision risque TCP		97 087		97 087
TOTAL	24 945	131 243		156 188

Etat des dettes = 6 974 366 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts Etablissements de crédit	4 451 588	477 200	2 864 078	1 110 000
Dettes financières diverses	106 250			106 250
Fournisseurs	886 622	886 622		
Dettes fiscales & sociales	1 277 581	1 277 581		
Autres dettes	252 325	252 325		
TOTAL	6 974 366	2 893 728	2 864 078	1 216 250

Etat des emprunts et dettes établissement de crédit = 4 451 588 E

Etat des emprunts et dettes	A l'ouverture	Augmentation	Remboursement	A la clôture
Emprunt - Banque A	114 590		50 320	64 270
Emprunt - Banque B	135 514		49 890	85 624
Emprunt - Banque C	208 239		74 699	133 540
Emprunt - Banque D	130 382		50 251	80 131
Emprunt PGE - Banque B	550 000		108 400	441 600
Emprunt PGE - Banque C	220 000		43 500	176 500
Emprunt PGE - Banque D	335 763		66 150	269 613
Emprunt - Banque B	200 000			200 000
Emprunt - Banque A		500 000		500 000
Emprunt - Banque B		2 500 000		2 500 000
Intérêts courus	402		92	310
TOTAL	1 894 890	3 000 000	443 302	4 451 588

Emprunts auprès des établissements de crédit

Le 20/02/2018, la société a souscrit un prêt de 250 000 euros amortissable sur une durée de 60 mois, au taux de 0.88 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 64 270 euros

Le 27/02/2018, la société a souscrit un prêt de 250 000 euros amortissable sur une durée de 63 mois, au taux de 0.55 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 85 624 euros

Le 03/09/2019, la société a souscrit un prêt de 300 000 euros amortissable sur une durée de 48 mois, au taux de 1.55 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 133 540 euros

Le 16/08/2019, la société a souscrit un prêt de 200 000 euros amortissable sur une durée de 48 mois, au taux de 1.12 %.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 80 131 euros

Le 23/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 330 000 euros au taux de 0.75 %, 1ère échéance en 07/2021.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 269 613 euros

Le 24/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 220 000 euros au taux de 0.57 %, 1ère échéance en 07/2021.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 176 500 euros

Le 26/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 550 000 euros au taux de 1.34 %, 1ère échéance en 07/2021.

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 441 600 euros

Le 16/11/2020, la société a souscrit un prêt de 200 000 euros amortissable sur une durée de 28 trimestres, au taux de 0.85%.
Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 200 000 euros

Le 12/01/2022, la société a souscrit un prêt de 500 000 euros amortissable sur une durée de 31 trimestres, au taux de 0.78%.
Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 500 000 euros

Le 11/01/2022, la société a souscrit un prêt de 2 500 000 euros amortissable sur une durée de 29 trimestres, au taux de 3.53%.
Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »

- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 2 500 000 euros

Fournisseurs et comptes rattachés = 886 621 E

Fournisseurs et comptes rattachés	30/06/2022	30/06/2021
Fournisseurs	488 779	453 306
Fournisseurs immobilisations	48 669	
Fournisseurs – Factures non parvenues	349 173	159 278
TOTAL	886 621	612 583

Autres dettes = 252 326 E

Autres dettes	30/06/2022	30/06/2021
Clients Créditeurs	125 688	175 130
Clients - RRR à accorder	100 643	46 192
Divers	6 858	
Comptes Facto créditeurs	19 137	6 045
TOTAL	252 326	227 367

Charges à payer par postes du bilan = 727 552 E

Charges à payer	30/06/2022	30/06/2021
Emp.& dettes établ. de crédit	310	402
Emp.& dettes financières div.		
Fournisseurs	349 173	159 278
Dettes fiscales & sociales	277 426	225 196
Autres dettes	100 643	46 192
TOTAL	727 552	431 067

8 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'Affaires = 9 283 388 E

En €	30/06/2022	%	30/06/2021	%
Ventes de produits	9 227 276	99.4%	6 206 706	99.8%
Production vendue de services	56 112	0.6%	9 956	0.2%
TOTAL	9 283 388	100%	6 216 662	100%

Au cours du premier semestre 2022, le montant des ventes indirectes (ventes auprès d'enseignes de distribution, opérateurs, agents commerciaux) s'est élevé à 7 225 K€ (soit 77,8 % du CA HT), alors que les ventes directes (ventes sur places de marchés) ont été de 2 058 K€ (soit 22,2 % du CA HT).

Le montant des remises de fin d'années, comptabilisées en déduction du Chiffre d'Affaires, représente 62 K€ au 30/06/2022 et 69 K€ au 30/06/2021.

En €	30/06/2022	%	30/06/2021	%
Ventes – France	6 540 574	70.5%	3 961 667	63.7%
Ventes – Export	2 692 716	29.0%	2 248 980	36.2%
Ventes - Intracommunautaire	50 098	0.5%	6 015	0.1%
TOTAL	9 283 388	100%	6 216 662	100%

Autres produits d'exploitation = 87 573 E

En €	30/06/2022	%	30/06/2021	%
Production immobilisée	9 627	11.0%		
Subventions	38 373	43.8%	18 775	35.4%
Reprise sur amortissement provision	28 940	33.0%	24 822	46.7%
Autres produits	10 633	12.1%	9 501	17.9%
TOTAL	87 573	100%	53 098	100%

Marge brute

En €	30/06/2022	30/06/2021
Chiffre d'Affaires	9 283 388	6 216 662
Production immobilisée	9 627	
Coût d'achat	9 245 762	5 491 494
Variation de stock	- 1 220 091	- 82 778
Transports sur achats	138 738	51 210
Marge brute	1 128 606	756 735
Taux marge brute	12.2%	12.2%

Marge après coûts de reconditionnement

En €	30/06/2022	30/06/2021
Chiffre d'Affaires	9 283 388	6 216 662
Production immobilisée	9 627	
Coût des ventes	8 164 409	5 459 927
Marge brute	1 128 606	756 735
Salaires et charges de product°	728 300	409 092
Intérimaires	173 356	25 742
Sous-traitance	17 505	30 727
Coût de structure	209 924	115 672
Marge après coût reconditionnement	- 479	175 502
Taux marge brute	- 0.01 %	2.8 %

(*) les coûts de structure intègrent une quote-part de charges externes directement liées au reconditionnement (maintenance, loyers, assurances, impôts et taxes …)

Achats et charges externes = 1 731 811 E

En €	30/06/2022	30/06/2021
Commissions sur achats	60 156	114 123
Commissions sur ventes	352 919	199 330
Honoraires	382 333	312 744
Entretien et maintenance	166 533	91 457
Publicité	138 080	62 400
Loyers et charges locatives	65 017	57 728
Voyages et déplacements	46 534	18 430
Transport sur ventes	147 776	97 340
Personnel intérimaire	179 521	25 742
Divers (assurance …)	192 940	147 723
TOTAL	1 731 811	1 127 015

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Charges de personnel = 1 742 237 E

En €	30/06/2022	30/06/2021
Salaires et traitement	1 340 703	910 656
Charges sociales	401 534	266 658
TOTAL	1 742 237	1 177 314

Effectif moyen équivalent temps plein

	30/06/2022	30/06/2021
Cadres	14	7
Agents de maitrise et techniciens	7	3
Employés / Ouvriers	55	37
TOTAL	76	47

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions = 290 520 E

	30/06/2022	30/06/2021
Dot amort. Immos. incorporelles	55 874	64 619
Dot amort. Immos. corporelles	58 003	43 261
Total dotations amort. Immos	**113 877**	**107 880**
Dot prov dép stocks	145 705	261 850
Dot prov dép créances	1 026	4 474
Total dotations actif circulant	**146 731**	**266 324**
Dot prov pour risques et charges	29 912	8 316
TOTAL	290 520	382 521

Résultat Financier

	30/06/2022	30/06/2021
Gain de change	24 231	5 774
Rep prov prime non conversion	10 001	32 706
Produits cession VMP		
Autres produits financiers		38
Total produits financiers	**34 232**	**38 518**
Intérêts des emprunts	50 663	15 901
Charges prime non conversion		229 146
Perte de change	21 151	7 171
Frais et charges financières diverses	7 000	4 879
Prime couverture de change	162 048	
Intérêts des autre dettes	549	
Charges nettes cession VMP	12 493	
Dotation amortissement rembt obligations		7 537
Total charges financières	**253 904**	**264 634**
Résultat financier	**- 219 672**	**- 226 117**

Les charges financières de 2022 correspondent en grande partie à :

- - La prime de couverture de change pour un montant de 162 048 E,

Les charges financières de 2021 correspondent en grande partie à :

- - La prime de non conversion de l'emprunt obligataire obtenu le 23 février 2021 et remboursé le 22 avril 2021 pour un montant de 191 464 E,

Résultat Exceptionnel

	30/06/2022	30/06/2021
Produits exceptionnels divers	151	2 880
Total produits exceptionnels	**151**	**2 880**
Autres charges exceptionnelles		82 760
Total charges exceptionnelles		**82 760**
Résultat exceptionnel	**151**	**-79 880**

Les charges exceptionnelles de 2021 correspondent en grande partie à :

- La non acceptation par l'administration fiscale des crédits d'impôt investissement 2017 à 2019 pour 81 367 E.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes comptabilisées au 30/06/2022 s'élèvent à 23 205 €, contre 19 834 € au 30/06/2021.

Impôt courant

Le montant de l'impôt exigible est nul au titre de 2022 et de l'exercice précédent compte tenu des pertes constatées.

Pour rappel, au 31 décembre 2021, la société LARGO dispose d'un déficit fiscal reportable de 10 775 427 €.

Entreprises liées

Bilan	30/06/2022	30/06/2021
Clients et comptes rattachés		21 967
Prêts		
Total créances		21 967
Fournisseurs et dettes diverses		51 764
Emprunts		
Total dettes		51 764

Compte de résultat	30/06/2022	30/06/2021
Ventes	1 917	30 435
Achats / services (rémunération du dirigeant en 2021)		77 156
Charges financières		
Produits financiers		

Filiales et participations

LARGO a souscrit à hauteur de 20 % au capital de la SAS LARGO BUSINESS (anciennement HAVETECH) en octobre 2020 pour un montant de 2 000 €. Cette société est en charge de développer l'activité B-to-B de Largo.
Le premier exercice social de la SAS LARGO BUSINESS s'est terminé le 31/12/2021.

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
SAS LARGO BUSINESS	10 000	0	20	2 000	2 000			264 254	28 897	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
- Filiales non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										
Participations non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										

9 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

1- Afin de pouvoir financer ses travaux d'aménagement, la société LARGO a eu recours aux emprunts bancaires suivants :
- Emprunt de 250 000 €, le 05/02/2018, remboursable à taux fixe de 0,88 % par annuités mensuelles sur 67 mois. Au 30/06/2022, le capital restant dû est de 64 270 €.
- Emprunt de 250 000 €, le 28/02/2018, remboursable à taux fixe de 0,55 % par annuités mensuelles sur 66 mois. Au 30/06/2022, le capital restant dû est de 80 131 €.

Les garanties sur ces prêts sont les suivantes :
- Nantissement du fonds de commerce en 1er rang.
- Nantissement du fonds de commerce en 1er rang.

2- Afin de pouvoir financer et développer l'interface de « BUY BACK », la société LARGO a eu recours à l'emprunt bancaire suivant :
- Emprunt de 200 000 €, le 31/07/2019, remboursable à taux fixe 1,12 % par annuités mensuelles sur 55 mois. Au 30/06/2022, le capital restant dû est de 85 624 €.

Les garanties sur ce prêt sont les suivantes :
- Garantie du fonds européen d'investissement à hauteur de 100 000 euros pour une durée de 55 mois
- Nantissement sur le fonds de commerce de rang 3 pour 200 000 €.

3- Afin de pouvoir financer ses besoins professionnels d'innovation et de croissance : la société LARGO a eu recours à l'emprunt bancaire suivant :
- Emprunt de 300 000 €, le 09/08/2019, remboursable à taux fixe de 1,55 % par annuités mensuelles sur 48 mois. Au 30/06/2022, le capital restant dû est de 133 540 €.

Les garanties sur ce prêt sont les suivantes : Garantie BPI 50% et InnovFin 50%
- Emprunt de 500 000 €, le 12/01/2022, remboursable à taux fixe de 0.78 % par annuités trimestrielles sur 31 trimestres. Au 30/06/2022, le capital restant dû est de 500 000 €.
  Aucune garantie donnée sur cet emprunt
- Emprunt de 2 500 000 €, le 11/01/2022, remboursable à taux fixe de 3.53 % par annuités trimestrielles sur 29 trimestres. Au 30/06/2022, le capital restant dû est de 2 500 000 €.
  Garantie du fonds européen d'investissement à hauteur de 50 %

4- Les emprunts suivants bénéficient de la garantie de l'Etat telle que prévue par l'arrêté du 23 mars 2020 :
- Emprunt de 330 000 € souscrit le 23/06/2020, remboursable au taux fixe de 0.75 % par annuités mensuelles sur 60 mois. Au 30/06/2022, le capital restant dû est de 269 613 €
- Emprunt de 220 000 € souscrit le 24/06/2020, remboursable au taux fixe de 0.57 % par annuités mensuelles sur 60 mois. Au 30/06/2022, le capital restant dû est de 176 500 €
- Emprunt de 550 000 € souscrit le 26/06/2020, remboursable au taux fixe de 1.34 % par annuités mensuelles sur 60 mois. Au 30/06/2022, le capital restant dû est de 441 600 €

5- La société a recours à un prestataire de factoring auprès duquel il cède ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Au 30/06/2022, le montant des créances cédées au factor s'élève à 1 677 866 €

6- Couverture de change : le montant des couvertures souscrites non encore échues s'élèvent à 5 050 000 USD.

LARGO S.A.

4 rue Jean Mermoz

44980 SAINTE LUCE SUR LOIRE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE

EXPERTS
ET PASSIONNÉS

HLP AUDIT
3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO S.A.
Siège social : 4 rue Jean Mermoz - 44980 SAINTE LUCE SUR LOIRE
Au capital de 71 006 euros

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société LARGO et en réponse à votre, nous avons effectué un examen limité des « comptes » de celle-ci relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que les informations financières de la société LARGO relatives à la période du 1er janvier au 30 juin 2022 présentées à titre comparatif n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'une revue limitée selon les normes d'exercices professionnel applicables en France.

Ces « comptes » ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces « comptes ».

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, le fait que les comptes présentent de façon sincère le patrimoine et la situation financière de la société au 30 juin 2022, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Fait à Nantes, le 26 octobre 2022

HLP Audit
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

Estelle LE BIHAN
Associée

HLP AUDIT

3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	au 01/01/2022 au 30/06/2022 (6 mois)			au 01/01/2021 au 30/06/2021 (6 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	545 709	357 438	188 271	215 518	- 27 247
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	36 760		36 760	17 886	18 874
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	320 210	18 644	301 566	10 858	290 708
Autres immobilisations corporelles	804 619	341 167	463 452	400 734	62 718
Immobilisations en cours	32 726		32 726		32 726
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	2 000		2 000	2 000	
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	169 789		169 789	25 605	144 184
TOTAL (I)	**1 911 812**	**717 249**	**1 194 563**	**672 601**	**521 962**
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements	500 938		500 938	499 115	1 823
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis	5 177 048	846 141	4 330 907	2 020 135	2 310 772
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	3 885		3 885	4 072	- 187
Clients et comptes rattachés	2 260 187	117 314	2 142 874	956 181	1 186 693
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	129 460		129 460	42 188	87 272
. Personnel	16 181		16 181		16 181
. Organismes sociaux	2 366		2 366		2 366
. Etat, impôts sur les bénéfices					
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	311 932		311 932	55 872	256 060
. Autres	376 186		376 186	545 953	- 169 767
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	143 509	18 633	124 876	80 303	44 573
Disponibilités	8 125 195		8 125 195	13 820 187	-5 694 992
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	727 171		727 171	470 798	256 373
TOTAL (II)	**17 774 059**	**982 088**	**16 791 971**	**18 494 804**	**-1 702 833**
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	**19 685 871**	**1 699 337**	**17 986 535**	**19 167 405**	**-1 180 870**

HLP AUDIT
3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	au 01/01/2022 au 30/06/2022 (6 mois)	au 01/01/2021 au 30/06/2021 (6 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 71 006)	71 006	71 006	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	21 310 559	21 321 778	- 11 219
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	2 364	2 364	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves	69 473	69 473	
Report à nouveau	-7 795 076	-3 338 848	-4 456 228
Résultat de l'exercice	-2 818 517	-2 218 242	- 600 275
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	**10 839 809**	**15 907 531**	**-5 067 722**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques	156 188	24 945	131 243
Provisions pour charges			
TOTAL (III)	**156 188**	**24 945**	**131 243**
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	4 451 588	1 894 889	2 556 699
. Découverts, concours bancaires		14 124	- 14 124
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	106 250	106 250	
. Associés			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	837 953	612 583	225 370
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	209 791	135 964	73 827
. Organismes sociaux	195 304	126 421	68 883
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	462 386	61 000	401 386
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	410 100	53 550	356 550
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	48 669		48 669
Autres dettes	252 325	227 367	24 958
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	**6 974 364**	**3 232 148**	**3 742 216**
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)	16 174	2 781	13 393
TOTAL PASSIF (I à V)	**17 986 535**	**19 167 405**	**-1 180 870**

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Compte de résultat

Présenté en Euros

	du 01/01/2022 au 30/06/2022 (6 mois)			du 01/01/2021 au 30/06/2021 (6 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises	6 484 528	2 742 748	9 227 276	6 206 706	3 020 570	48,67
Production vendue biens						
Production vendue services	56 046	66	56 112	9 956	46 156	463,60
Chiffres d'affaires Nets	**6 540 574**	**2 742 814**	**9 283 387**	**6 216 662**	**3 066 725**	**49,33**
Production stockée						
Production immobilisée			9 627		9 627	N/S
Subventions d'exploitation			38 373	18 775	19 598	104,38
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			28 940	24 822	4 118	16,59
Autres produits			10 633	9 501	1 132	11,91
Total des produits d'exploitation (I)			**9 370 960**	**6 269 760**	**3 101 200**	**49,46**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			9 384 500	5 542 705	3 841 795	69,31
Variation de stock (marchandises)			-1 220 091	-82 778	-1 137 313	N/S
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			1 731 811	1 127 015	604 796	53,66
Impôts, taxes et versements assimilés			23 448	27 973	- 4 525	-16,18
Salaires et traitements			1 340 703	910 656	430 047	47,22
Charges sociales			401 534	266 658	134 876	50,58
Dotations aux amortissements sur immobilisations			113 878	107 880	5 998	5,56
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			146 731	266 324	- 119 593	-44,91
Dotations aux provisions pour risques et charges			29 912	8 316	21 596	259,69
Autres charges			17 529	7 255	10 274	141,61
Total des charges d'exploitation (II)			**11 969 956**	**8 182 006**	**3 787 950**	**46,30**
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			**-2 598 996**	**-1 912 246**	**- 686 750**	**35,91**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés				22	- 22	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges			10 001	32 706	- 22 705	-69,42
Différences positives de change			24 231	5 774	18 457	319,66
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				16	- 16	-100
Total des produits financiers (V)			**34 233**	**38 518**	**- 4 285**	**-11,12**
Dotations financières aux amortissements et provisions				7 537	- 7 537	-100
Intérêts et charges assimilées			220 262	249 745	- 29 483	-11,81
Différences négatives de change			21 151	7 171	13 980	194,95
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement			12 493	182	12 311	N/S
Total des charges financières (VI)			**253 905**	**264 634**	**- 10 729**	**-4,05**
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			**-219 672**	**-226 117**	**6 445**	**2,85**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			**-2 818 668**	**-2 138 362**	**- 680 306**	**31,81**

HLP AUDIT
3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	du 01/01/2022 au 30/06/2022 (6 mois)	du 01/01/2021 au 30/06/2021 (6 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	151	2 880	- 2 729	-94,76
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)	**151**	**2 880**	**- 2 729**	**-94,76**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		82 760	- 82 760	-100
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)		**82 760**	**- 82 760**	**-100**
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	**151**	**-79 880**	**80 031**	**100,19**
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)				
Total des Produits (I+III+V+VII)	**9 405 343**	**6 311 158**	**3 094 185**	**49,03**
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	**12 223 861**	**8 529 400**	**3 694 461**	**43,31**
RESULTAT NET	**-2 818 517**	**-2 218 242**	**- 600 275**	**27,06**
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

HLP AUDIT
3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

Annexe aux comptes annuels

1- SOCIETE

Créée en 2016, Largo est une SA dont l'objet est la vente d'équipements numériques (principalement des smartphones) reconditionnés au sein de son site industriel de Sainte-Luce-Sur-Loire.

2 - PREAMBULE

Les comptes semestriels au 30/06/2022 ont une durée de 6 mois.
Les comptes semestriels précédents au 30/06/2021 avaient une durée de 6 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 17 986 535 E.

Le résultat net comptable est une perte de 2 818 517 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes semestriels.

Le présent jeu de comptes a été arrêté par le Conseil d'Administration de Largo SA le 18/10/2022.

3 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de la période (exercice) présentée ont été élaborés et présentés conformément aux principes comptables français prévus par les dispositions du code de commerce et du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général ainsi que des règlements ANC n°2015-06 et 2016-07, 2018-01 et 2018-02 et en application des principes fondamentaux :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du Plan Comptable Général. Les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

- Identifiables,
- Porteuses d'avantages économiques futurs,
- Contrôlées par l'entité,
- Evaluées de façon fiable.

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus) ou à leur prix de production.
Les immobilisations, par nature décomposables, ont fait l'objet d'une décomposition lorsque les montants des différents composants apparaissent significatifs et/ou ont des durées d'utilisation distinctes de celle de la structure.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont principalement constituées :

- Des dépenses de développement d'un logiciel ERP,
- Des dépenses engagées au titre d'un site marchand destiné à la vente directe d'équipements reconditionnés.

Les coûts engagés au titre de la phase de développement et de mise en production du site internet et du développement de l'ERP sont constitués de :

- Quote-part des salaires des personnes dédiées au développement
- Quelques prestations externalisées

Le lancement du site internet marchand est intervenu le 20 novembre 2020, date de départ de l'amortissement.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées :

- Des dépenses d'aménagement des locaux,
- Des dépenses engagées dans le cadre de la modernisation de son outil industriel, par l'acquisition de robots pour automatiser l'étape dite de testing.

Immobilisations financières
La valeur brute est constituée du coût d'achat hors frais accessoires.
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les immobilisations financières sont constituées de :
- Dépôts de garantie
- Prise de participation au sein de la SAS LARGO BUSINESS, société constituée en octobre 2020 et ayant pour objet le développement d'une activité B-to-B (ventes d'équipements reconditionnés et prestations de services associées). L'activité est en cours d'internalisation chez LARGO.

Amortissements
Les amortissements sont comptabilisés selon les règles d'usage.

• Logiciels et licences	3 à 5 ans
• Site internet	3 ans
• Matériels et outillages	2 à 5 ans
• Agencements du magasin	5 à 10 ans
• Matériels de bureau et informatique	2 à 3 ans
• Mobiliers de bureau	5 ans

Lorsque des indices de pertes de valeurs apparaissent, une dépréciation des immobilisations est constituée, si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable. Il n'a pas été constaté d'indice de perte de valeur au 30/06/2022.

Stocks
Les stocks se composent :
- Des pièces détachées destinées aux opérations de reconditionnement,
- Des produits finis correspondant aux téléphones reconditionnés en attente d'être vendus,
- Quelques marchandises correspondant à des accessoires et des emballages.

Les stocks de pièces détachées et de marchandises sont valorisés au coût d'acquisition, selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré.
Les produits finis sont valorisés à leur coût de production, selon la méthode du prix moyen unitaire pondéré.
Le coût de production des stocks de produits finis est la somme du coût d'acquisition de l'appareil et du coût de reconditionnement unitaire forfaitaire.
Ce coût unitaire inclut les charges directement liées au reconditionnement.
Ce coût de reconditionnement est revu à chaque clôture afin de représenter fidèlement la valeur ajoutée de l'entreprise.

Dépréciation des stocks de produits finis
Une dépréciation des stocks de produits finis est comptabilisée lorsque le prix de vente potentiel d'un appareil devient inférieur à sa valeur en stocks.

Le prix de vente potentiel correspond au dernier prix de vente connu chez la société ou bien au dernier prix de marché connu.

Dépréciation des stocks de marchandises et de pièces détachées
Une dépréciation des stocks est déterminée au cas par cas si la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur nette comptable.

Créances et dettes
Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée sur les créances lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire est notamment appréciée au regard de son échéance théorique.
Les dépréciations sont évaluées créance par créance.
Les créances et dettes en devises hors zone euro sont converties au taux en vigueur à la clôture de l'exercice.

Affacturage
La société a recours à un prestataire d'affacturage auprès duquel elle cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement court terme. Les contrats prévoient qu'il y ait subrogation entre la société et le factor. Par ailleurs, les contrats ne sont pas sans recours pour le factor et stipulent que les créances clients cédées par la société et non réglées 60 jours après leur échéance théorique seront «définancées».

La comptabilisation des opérations d'affacturage de la société suit l'approche juridique : la subrogation vaut transfert de propriété que le contrat soit ou non avec recours du factor et en conséquence déconsolidation des créances cédées et encaissées (les créances cédées et non encaissées étant inscrites en autres créances sur le factor).
En cas de définancement des créances par le factor, les créances cédées au factor ne sont plus suivies par la société d'affacturage et retournées à la société, chargé d'en assurer le recouvrement et restituer le montant du financement perçu sur ces créances au factor. Dans cette hypothèse, ces créances sont « réinscrites » au Bilan de la société en créances clients avec pour contrepartie une dette pour le factor correspondant au montant des créances initialement financées, charge au groupe d'en assurer le recouvrement.

LARGO	4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Emprunts et dettes financières
Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. La société n'a pas opté pour la méthode préférentielle d'étalement des frais d'émission sur la durée des emprunts.
L'ANC recommande de mentionner les PGE dans l'annexe dans les dettes à échéance de plus d'un an, sauf si, à la date d'établissement des comptes, il est décidé de ne pas en demander l'amortissement sur une période additionnelle (Rec. ANC du 18-5-2020).

Provisions pour risques et charges
Les provisions pour risques sont constituées pour faire face à l'ensemble des risques et charges connus jusqu'à l'établissement définitif des comptes.

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, dans la mesure où elle peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduise par une sortie de ressources par la société.

Provision pour garantie SAV : Les appareils commercialisés par la société sont vendus avec une garantie d'un an.
Une provision pour garantie est donc constituée afin d'anticiper les coûts futurs de réparations relatifs à des appareils commercialisés sur l'exercice en cours.

Le montant de la provision est déterminé sur la base du coût de reconditionnement unitaire.

Litige Copie Privée :

La loi Lang, du 3 juillet 1985, a institué le prélèvement obligatoire de copie privée sur la vente de supports d'enregistrement (visant à l'origine les K7 et bandes, la liste s'est depuis élargie à de nouveaux supports numériques comme les lecteurs mp3, les smartphones, les tablettes multimédia ...). Ce prélèvement est la contrepartie de la faculté reconnue à toute personne physique d'effectuer une copie privée d'une oeuvre qu'elle a licitement acquise.

S'agissant des téléphones neufs, la taxe est prélevée directement auprès des fabricants et répercutée sur les prix de vente. Son montant est fonction de la capacité de stockage de l'équipement.

Créé par la loi Lang, l'organisme « Copie France » qui collecte et reverse aux ayants-droits cette redevance souhaite l'étendre aux produits reconditionnés. A ce titre, il a assigné plusieurs acteurs du marché du reconditionnement, dont Largo le 15 mai 2020 afin de leur réclamer le paiement d'une redevance pour copie privée sur les produits reconditionnés (smartphones, tablettes) sur la base d'unités déjà vendues calculé de manière rétroactive. Le montant de la demande, qui s'élevait initialement à 806 K€ a été revu à un montant de 1479 K€, le chiffrage ayant été étendu sur une période allant jusqu'au 30/06/2021.

La Société et son conseil juridique considèrent que cette demande est à ce jour, sans fondement juridique concernant en particulier l'application rétroactive d'une telle taxe, considérant notamment que la décision de la commission fixant le montant de cette taxe ne vise que les produits neufs.

Compte tenu de cette position, aucune provision n'a été constatée au 30 juin 2022.

Il est précisé que le SIRRMIET (Syndicat Interprofessionnel du Reconditionnement et de la Régénération des Matériels Informatiques, Électroniques et Télécoms), syndicat regroupant de nombreux acteurs de ce secteur, s'est également emparé du sujet en s'opposant publiquement à cette demande. Il la considère également sans fondement juridique, écologique et économique, à l'heure où les pouvoirs publics cherchent plutôt à favoriser le réemploi des produits électroniques.

Suite à un projet de loi voté à l'assemblée nationale le 10 juin 2021, une taxe copie privée est appliquée sur les produits reconditionnés à compter du 1er juillet 2021. En aucun cas cette taxe ne s'applique à l'antériorité.

L'action menée en justice par LARGO est toujours en cours et l'action au fond portée par le syndicat des reconditionneurs (SIRRMIET) est toujours en cours auprès du conseil d'Etat.

Chiffre d'affaires :
Les revenus de la société sont de trois natures :

- Des ventes de produits finis qui sont des équipements numériques reconditionnés (smartphones principalement et tablettes et laptops) : ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété qui intervient généralement lors de l'expédition du produit manufacturé au client ; et de manière plus marginale,
- Des ventes de marchandises (accessoires de types chargeurs, enceintes, écouteurs…) ; ces ventes sont reconnues en chiffre d'affaires lors du transfert de propriété qui intervient généralement lors de l'expédition du produit manufacturé au client,
- Des prestations de services telles que des formations ou réparations de mobiles : elles sont reconnues en chiffre d'affaires à l'issue de leur exécution où elles font l'objet d'une facturation.

Les remises de fin d'années opérées avec certaines enseignes de distribution sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.
Les contrats de vente ne contiennent pas de remises de fidélité ni de clause de retour.

Capital
Frais d'augmentation de capital : ils ont été imputés sur le montant de la prime d'émission (Méthode Préférentielle Avis CNC n° 2000-D du 21 Décembre 2000).

Disponibilités
La rubrique « **Disponibilités** » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires. Les découverts bancaires figurent au bilan, dans les « Emprunts et dettes financières » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

Instruments financiers et opérations de couvertures

L'entreprise a adopté le réglement ANC n°2015-05 sur les instruments financiers à terme et les opérations de couverture.
Les principes de la comptabilité de couverture sont appliqués de façon obligatoire dès lors qu'une relation de couverture est identifiée en gestion et documentée.
Les effets des instruments financiers utilisés par LARGO pour couvrir et gérer ses risques de change sont reconnus dans le compte de résultat de manière symétrique à ceux de l'élément couvert : la couverture de devise ayant pour principal objectif de diminuer le risque de change sur les achats de téléphones et de matériel, l'effet de la couverture impacte les achats de marchandises et le stock.
Les dépréciations ou provisions pour risques portant sur un élément couvert prennent en compte les effets de la couverture.

En cas de disparition de l'élément couvert, l'instrument de couverture est traité comme une position ouverte isolée, la couverture est dénouée et les pertes ou gains sont reconnus en résultat.

Au 30 juin 2022, LARGO ne détient aucun instrument dérivé non-qualifié de couverture (pas de position ouverte isolée).

Ainsi, l'entreprise procède :

- au reclassement des résultats de couverture avec la comptabilisation du résultat des instruments de couverture de change au même poste du compte de résultat que l'élément couvert (achats et stocks) ;
- à l'étalement sur la durée de couverture des primes d'option (comptabilisé en produit financier).

Opérations en devises
Opérations non couvertes :

- Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.
- Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

Opérations couvertes : Voir paragraphe suivant

Ecart de conversion :
La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "Ecart de conversion". Les pertes latentes de change, non compensées par une couverture de change, font l'objet d'une provision pour risque en totalité.

Charges et produits exceptionnels
Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non-récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle de la société.

4 - FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Sur le plan de l'activité :

- Modernisation de l'outil industriel par l'automatisation de plusieurs phases clés, une première en France sur le marché des reconditionneurs de smartphones;
- Nouvelle offre pour accompagner les assureurs affinitaires dans la gestion de leurs sinistres mobiles ;
- Signature d'un contrat avec Extenso Telecom qui va permettre à la société de continuer son développement dans la Grande Distribution ;
- Avancées sur plusieurs sujets de Responsabilité Sociale et Environnementale. De nombreux objectifs ont été atteints sur les volets sociaux et environnementaux depuis la nomination de la Responsable RSE de Largo. La feuille de route RSE s'enrichit, au-delà des quatre chantiers prioritaires définis fin d'année dernière (engagements du label LUCIE, réalisation du bilan carbone, certifications ISO 14001 et 9001 et gestion des déchets) avec notamment la mise en point d'un packaging éco-responsable, 100% recyclable.
- Lancement de l'offre de formation en ligne, intitulée Largo Academy, destinée aux distributeurs partenaires, pour former les équipes des points de distribution à la vente de produits reconditionnés par Largo.

Sur le plan organisationnel :

- Nomination de Patrick Richard, ex-directeur commercial et marketing et membre du Directoire de Recommerce Group, en qualité d'administrateur indépendant afin d'accompagner le développement de Largo.

5 - EVENEMENTS POSTERIEURS AUX COMPTES SEMESTRIELS

Sur le plan de l'activité :

- Signature d'un double partenariat associatif avec Sea Shepherd et Toit à moi, deux organisations impliquées pour un futur meilleur.
- Finalisation courant Octobre 2022 de l'extension du site industriel permettant à la société d'accroitre la capacité de reconditionnement de 13 000 produits par mois à fin 2021, à plus de 25 000 produits à fin 2022.

6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé

Immobilisations brutes = 1 911 812 E

Actif immobilisé	30/06/2021	Augmentation	Diminution	30/06/2022
Immobilisations incorporelles	474 007	108 461		582 468
Immobilisations corporelles	668 397	489 158		1 157 555
Immobilisations financières	27 605	146 463	2 279	171 789
TOTAL	1 170 009	744 081	2 279	1 911 812

L'augmentation des immobilisations corporelles correspond essentiellement aux frais dans le cadre de la modernisation de son outil industriel, par l'acquisition de robots pour automatiser l'étape dite de testing pour un montant de 275 212 €.

L'augmentation des immobilisations financières correspond essentiellement à la garantie de 125 000 €, versée à BPIFRANCE, dans le cadre du prêt innovation de 2 500 000 €.

Amortissements et provisions d'actif = 717 249 E

Amortissements et provisions	30/06/2021	Augmentation	Diminution	30/06/2022
Immobilisations incorporelles	240 603	116 836		357 438
Immobilisations corporelles	256 805	103 006		359 811
Titres mis en équivalence				
Autres Immobilisations financières				
TOTAL	497 408	219 841		717 249

Les 116 836 € d'amortissements d'immobilisations incorporelles correspondent principalement à l'amortissement de l'ERP et au démarrage de l'amortissement du site marchand lancé devenu opérationnel en novembre 2020.

La synthèse des immobilisations corporelles et incorporelles est la suivante :

Immobilisations incorporelles	Brut	Amortissements	Dépréciation	Net
Ouverture au 01/07/2021	474 007	- 240 603		233 404
Augmentation	108 461			108 461
Dotation		- 116 835		- 116 835
Diminution				
Reprise				
Clôture au 30/06/2022	582 468	- 357 438		225 030

Immobilisations corporelles	Brut	Amortissements	Dépréciation	Net
Ouverture au 01/07/2021	668 397	- 256 805		411 592
Augmentation	489 158			489 158
Dotation		- 103 006		- 103 006
Diminution				
Reprise				
Clôture au 30/06/2022	1 157 555	- 359 811		797 744

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Etat des stocks = 5 677 986 E

Etat des stocks (valeurs brutes)	30/06/2022	30/06/2021
Mobiles	5 177 048	2 375 135
Pièces détachées	286 759	255 471
Boîtes, accessoires et emballages	214 179	243 644
TOTAL	5 677 986	2 874 250

Etat des clients = 2 142 874 E

Le tableau ci-dessous présente le détail des créances clients de la société par nature. Les créances de la société ont toutes une échéance de moins d'un an.

Etat des clients	30/06/2022	30/06/2021
Clients douteux ou litigieux (*)	25 210	44 219
Clients	2 117 664	911 962
TOTAL	2 142 874	956 181

(*) nets de provisions

Etat des autres créances = 836 125 E

Les tableaux ci-dessous présentent le détail des créances de la société par nature. Les créances de la société ont toutes une échéance de moins d'un an.

Etat des créances	30/06/2022	30/06/2021
Fournisseurs - Acomptes versés	129 460	42 188
Etat – IS et crédits impôts		
Personnel	16 181	
Organismes sociaux	2 366	
Etat - TVA	311 932	55 872
Débiteurs divers	376 186	545 953
TOTAL	836 125	644 014

Le poste « débiteurs divers » correspond principalement

- Au fonds de garantie et de réserves du contrat d'affacturage «Eurofactor» pour un montant de 167 787 euros,
- Au compte de dépôt de garantie Black Market pour un montant de 132 916 euros,
- Un montant de 73 729 euros d'avoirs à recevoir sur des marchandises.

L'incidence du financement des créances cédées au factor s'analyse comme suit :

	30/06/2022	30/06/2021
Dépôt de garantie conservé par le factor et réserves figurant dans les autres créances	167 787	279 004
Avance de trésorerie reçue du factor sur les créances cédées	1 677 866	1 593 514
TOTAL	1 845 653	1 872 518

Il y un seul contrat d'affacturage en place. Le coût est de EURBOR 3 mois + 1,30%. Une commission d'affacturage de 0,19% est également facturée.

Au 30/06/2022, il n'a pas été constaté de définancement sur les créances cédées.

Provisions pour dépréciation = 982 088 E

Nature des provisions	30/06/2021	Augmentation	Diminution	30/06/2022
Stocks et en-cours	355 000	491 141		846 141
Créances clients	95 435	35 691	13 812	117 314
Valeurs mobilières de placement	7 537	11 096		18 633
TOTAL	457 972	537 928	13 812	982 088

Les dépréciations de stocks concernent les produits finis (smartphones et tablettes reconditionnés). Il a été constaté une certaine volatilité des prix des mobiles liée notamment aux sorties de nouvelles gammes de smartphones par les constructeurs.

Produits à recevoir par postes du bilan = 91 803 E

Produits à recevoir	Montant
Clients et comptes rattachés (FAE)	
Avoirs fournisseurs à recevoir	73 728
Autres créances	18 075
TOTAL	91 803

Trésorerie = 8 250 071 E

La trésorerie « nette » est positive de + 8 250 071 Euros, composée exclusivement de postes à l'actif.

Charges constatées d'avance = 727 171 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires (exploitation) dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.
Elles sont principalement composées de marchandises facturées mais non livrées au 30/06/2022 (567 695 Euros)

7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Capital social = 71 006 E

Mouvements des titres	Nombre	Val. nominale	Capital social
Titres en début d'exercice	3 550 298	0.02	71 006
Titres émis			
Titres remboursés ou annulés			
Titres en fin d'exercice	3 550 298	0.02	71 006

Tableau Variation des capitaux propres

	30/06/2021	Affectation résultat 31/12/2021	Augmentation de capital	Imputation RAN	30/06/2022
Capital social	71 006				71 006
Prime d'émission	23 551 274				23 551 274
Imput. frais / prime émission (*)	-2 229 496		-11 219		-2 240 715
Réserve légale	2 364				2 364
Autres réserves	69 473				69 473
R.A.N.	- 3 338 848	- 4 456 228			-7 795 076
Résultat 30/06/2021	-2 218 242	2 218 242			
Résultat 30/06/2022					- 2 959 673
TOTAL	15 907 531	- 2 237 986	- 11 219		10 698 653

(*) Les frais imputés sur la prime d'émission correspondent essentiellement aux frais liés à l'IPO

Actions auto-détenues

La société détient 16.987 actions propres, achetées à une valeur unitaire moyenne de 8.4582 €, soit une valeur brute totale de 124 877 € au 30/06/2022.
Compte tenu du cours de clôture d'élevant à 7.36 €, une dépréciation de 18.633 € a été comptabilisée.

Attribution d'actions gratuites

La société a mis en place deux plans d'attribution gratuite d'actions dont les principales modalités sont les suivantes :

Plan	Fidélité	Performance
Nombre total d'actions pouvant être émises	24.000	46.800
Valeur des actions retenue comme assiette de la contribution patronale spécifique	Valeur unitaire de 7.36 € (cours de bourse au 30/06/2022)	Valeur unitaire de 7.36 € (cours de bourse au 30/06/2022)
Conditions d'acquisition des actions	Présence	Performance et présence
Nombre d'actions attribuées pendant l'exercice et au cours de l'exercice précédent	20.000	32.400
Nombre d'actions attribuées cumulées depuis la date d'attribution pour chaque plan.	20.000	32.400
Informations sur les passifs éventuels	Attribution d'action nouvelles	Attribution d'action nouvelles
Montant de la charge comptabilisée au cours de l'exercice et de l'exercice précédent	Aucune	Aucune
Montant du passif enregistré au bilan	Aucun	Aucun

Provisions pour Risques = 156 188 E

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provision Pour Garantie SAV	24 945	34 156		59 101
Provision risque TCP		97 087		97 087
TOTAL	24 945	131 243		156 188

HLP AUDIT
3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

Etat des dettes = 6 974 366 E

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts Etablissements de crédit	4 451 588	477 200	2 864 078	1 110 000
Dettes financières diverses	106 250			106 250
Fournisseurs	886 622	886 622		
Dettes fiscales & sociales	1 277 581	1 277 581		
Autres dettes	252 325	252 325		
TOTAL	6 974 366	2 893 728	2 864 078	1 216 250

Etat des emprunts et dettes établissement de crédit = 4 451 588 E

Etat des emprunts et dettes	A l'ouverture	Augmentation	Remboursement	A la clôture
Emprunt - Banque A	114 590		50 320	64 270
Emprunt - Banque B	135 514		49 890	85 624
Emprunt - Banque C	208 239		74 699	133 540
Emprunt - Banque D	130 382		50 251	80 131
Emprunt PGE - Banque B	550 000		108 400	441 600
Emprunt PGE - Banque C	220 000		43 500	176 500
Emprunt PGE - Banque D	335 763		66 150	269 613
Emprunt - Banque B	200 000			200 000
Emprunt - Banque A		500 000		500 000
Emprunt - Banque B		2 500 000		2 500 000
Intérêts courus	402		92	310
TOTAL	1 894 890	3 000 000	443 302	4 451 588

Emprunts auprès des établissements de crédit

Le 20/02/2018, la société a souscrit un prêt de 250 000 euros amortissable sur une durée de 60 mois, au taux de 0.88 %.
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 64 270 euros

Le 27/02/2018, la société a souscrit un prêt de 250 000 euros amortissable sur une durée de 63 mois, au taux de 0.55 %.
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 85 624 euros

Le 03/09/2019, la société a souscrit un prêt de 300 000 euros amortissable sur une durée de 48 mois, au taux de 1.55 %.
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 133 540 euros

Le 16/08/2019, la société a souscrit un prêt de 200 000 euros amortissable sur une durée de 48 mois, au taux de 1.12 %.
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 80 131 euros

Le 23/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 330 000 euros au taux de 0.75 %, 1ère échéance en 07/2021.
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 289 613 euros

Le 24/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 220 000 euros au taux de 0.57 %, 1ère échéance en 07/2021.
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 176 500 euros

Le 26/06/2020, la société a souscrit un prêt garanti par l'Etat (PGE) de 550 000 euros au taux de 1.34 %, 1ère échéance en 07/2021.
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 441 600 euros

Le 16/11/2020, la société a souscrit un prêt de 200 000 euros amortissable sur une durée de 28 trimestres, au taux de 0.85%.
Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 200 000 euros

Le 12/01/2022, la société a souscrit un prêt de 500 000 euros amortissable sur une durée de 31 trimestres, au taux de 0.78%.
Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 500 000 euros

Le 11/01/2022, la société a souscrit un prêt de 2 500 000 euros amortissable sur une durée de 29 trimestres, au taux de 3.53%.
Il s'agit d'un prêt BPI « prêt innovation R&D »
- Le solde de cet emprunt au 30/06/2022 est de 2 500 000 euros

HLP AUDIT
3, chemin du Pressoir Chênaie
BP 58604
44186 NANTES CEDEX 4

Fournisseurs et comptes rattachés = 886 621 E

Fournisseurs et comptes rattachés	30/06/2022	30/06/2021
Fournisseurs	488 779	453 306
Fournisseurs immobilisations	48 689	
Fournisseurs – Factures non parvenues	349 173	159 278
TOTAL	886 621	612 583

Autres dettes = 252 326 E

Autres dettes	30/06/2022	30/06/2021
Clients Créditeurs	125 688	175 130
Clients - RRR à accorder	100 643	46 192
Divers	6 858	
Comptes Facto créditeurs	19 137	6 045
TOTAL	252 326	227 367

Charges à payer par postes du bilan = 727 552 E

Charges à payer	30/06/2022	30/06/2021
Emp.& dettes établ. de crédit	310	402
Emp.& dettes financières div.		
Fournisseurs	349 173	159 278
Dettes fiscales & sociales	277 426	225 196
Autres dettes	100 643	46 192
TOTAL	727 552	431 067

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

8 - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Chiffre d'Affaires = 9 283 388 E

En €	30/06/2022	%	30/06/2021	%
Ventes de produits	9 227 276	99.4%	6 206 706	99.8%
Production vendue de services	56 112	0.6%	9 956	0.2%
TOTAL	9 283 388	100%	6 216 662	100%

Au cours du premier semestre 2022, le montant des ventes indirectes (ventes auprès d'enseignes de distribution, opérateurs, agents commerciaux) s'est élevé à 7 225 K€ (soit 77,8 % du CA HT), alors que les ventes directes (ventes sur places de marchés) ont été de 2 058 K€ (soit 22,2 % du CA HT).

Le montant des remises de fin d'années, comptabilisées en déduction du Chiffre d'Affaires, représente 62 K€ au 30/06/2022 et 69 K€ au 30/06/2021.

En €	30/06/2022	%	30/06/2021	%
Ventes – France	6 540 574	70.5%	3 961 667	63.7%
Ventes – Export	2 692 716	29.0%	2 248 980	36.2%
Ventes - Intracommunautaire	50 098	0.5%	6 015	0.1%
TOTAL	9 283 388	100%	6 216 662	100%

Autres produits d'exploitation = 87 573 E

En €	30/06/2022	%	30/06/2021	%
Production immobilisée	9 627	11.0%		
Subventions	38 373	43.8%	18 775	35.4%
Reprise sur amortissement provision	28 940	33.0%	24 822	46.7%
Autres produits	10 633	12.1%	9 501	17.9%
TOTAL	87 573	100%	53 098	100%

Marge brute

En €	30/06/2022	30/06/2021
Chiffre d'Affaires	9 283 388	6 216 662
Production immobilisée	9 627	
Coût d'achat	9 245 762	5 491 494
Variation de stock	- 1 220 091	- 82 778
Transports sur achats	138 738	51 210
Marge brute	1 128 606	756 735
Taux marge brute	12.2%	12.2%

Marge après coûts de reconditionnement

En €	30/06/2022	30/06/2021
Chiffre d'Affaires	9 283 388	6 216 662
Production immobilisée	9 627	
Coût des ventes	8 164 409	5 459 927
Marge brute	1 128 606	756 735
Salaires et charges de product°	728 300	409 092
Intérimaires	173 356	25 742
Sous-traitance	17 505	30 727
Coût de structure	209 924	115 672
Marge après coût reconditionnement	- 479	175 502
Taux marge brute	- 0.01 %	2.8 %

(°) les coûts de structure intègrent une quote-part de charges externes directement liées au reconditionnement (maintenance, loyers, assurances, impôts et taxes ...)

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Achats et charges externes = 1 731 811 E

En €	30/06/2022	30/06/2021
Commissions sur achats	60 156	114 123
Commissions sur ventes	352 919	199 330
Honoraires	382 333	312 744
Entretien et maintenance	166 533	91 457
Publicité	138 080	62 400
Loyers et charges locatives	65 017	57 728
Voyages et déplacements	46 534	18 430
Transport sur ventes	147 776	97 340
Personnel intérimaire	179 521	26 742
Divers (assurance ...)	192 940	147 723
TOTAL	1 731 811	1 127 015

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Charges de personnel = 1 742 237 E

En €	30/06/2022	30/06/2021
Salaires et traitement	1 340 703	910 656
Charges sociales	401 534	266 658
TOTAL	1 742 237	1 177 314

Effectif moyen équivalent temps plein

	30/06/2022	30/06/2021
Cadres	14	7
Agents de maitrise et techniciens	7	3
Employés / Ouvriers	55	37
TOTAL	76	47

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions = 290 520 E

	30/06/2022	30/06/2021
Dot amort. Immos. incorporelles	55 874	64 619
Dot amort. Immos. corporelles	58 003	43 261
Total dotations amort. Immos	**113 877**	**107 880**
Dot prov dép stocks	145 705	261 850
Dot prov dép créances	1 026	4 474
Total dotations actif circulant	**146 731**	**266 324**
Dot prov pour risques et charges	29 912	8 316
TOTAL	290 520	382 521

Résultat Financier

	30/06/2022	30/06/2021
Gain de change	24 231	6 774
Rep prov prime non conversion	10 001	32 706
Produits cession VMP		
Autres produits financiers		38
Total produits financiers	**34 232**	**38 518**
Intérêts des emprunts	50 663	15 901
Charges prime non conversion		229 146
Perte de change	21 151	7 171
Frais et charges financières diverses	7 000	4 879
Prime couverture de change	162 048	
Intérêts des autre dettes	549	
Charges nettes cession VMP	12 493	
Dotation amortissement rambt obligations		7 537
Total charges financières	**253 904**	**264 634**
Résultat financier	**- 219 672**	**- 226 117**

Les charges financières de 2022 correspondent en grande partie à :

- - La prime de couverture de change pour un montant de 162 048 E.

Les charges financières de 2021 correspondent en grande partie à :

- - La prime de non conversion de l'emprunt obligataire obtenu le 23 février 2021 et remboursé le 22 avril 2021 pour un montant de 191 464 E.

Résultat Exceptionnel

	30/06/2022	30/06/2021
Produits exceptionnels divers	151	2 880
Total produits exceptionnels	**151**	**2 880**
Autres charges exceptionnelles		82 760
Total charges exceptionnelles		**82 760**
Résultat exceptionnel	**151**	**-79 880**

Les charges exceptionnelles de 2021 correspondent en grande partie à :

- La non acceptation par l'administration fiscale des crédits d'impôt investissement 2017 à 2019 pour 81 367 E.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes comptabilisées au 30/06/2022 s'élèvent à 23 205 €, contre 19 834 € au 30/06/2021.

Impôt courant

Le montant de l'impôt exigible est nul au titre de 2022 et de l'exercice précédent compte tenu des pertes constatées.

Pour rappel, au 31 décembre 2021, la société LARGO dispose d'un déficit fiscal reportable de 10 775 427 €.

LARGO 4 RUE JEAN MERMOZ 44980 SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE

Entreprises liées

Bilan	30/06/2022	30/06/2021
Clients et comptes rattachés		21 967
Prêts		
Total créances		21 967
Fournisseurs et dettes diverses		51 764
Emprunts		
Total dettes		51 764

Compte de résultat	30/06/2022	30/06/2021
Ventes	1 917	30 435
Achats / services (rémunération du dirigeant en 2021)		77 156
Charges financières		
Produits financiers		

Filiales et participations

LARGO a souscrit à hauteur de 20 % au capital de la SAS LARGO BUSINESS (anciennement HAVETECH) en octobre 2020 pour un montant de 2 000 €. Cette société est en charge de développer l'activité B-to-B de Largo.
Le premier exercice social de la SAS LARGO BUSINESS s'est terminé le 31/12/2021.

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
- Filiales (plus de 50% du capital détenu)										
Participations (10 à 50 % du capital détenu)										
SAS LARGO BUSINESS	10 000	0	20	2 000	2 000			264 254	28 897	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
- Filiales non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										
Participations non reprises en A:										
a) Françaises										
b) Etrangères										